



L'État enterre en catimini un fiasco et une gabegie

Il devait centraliser...

Il devait centraliser, en 2017, la paie des 2,5 millions de fonctionnaires et permettre la suppression de 3 800 emplois publics. Le projet pharaonique d'opérateur national de paie (ONP) vient d'être « suspendu » par le gouvernement.

C'est l'histoire d'un projet censé incarner la modernité, la rationalisation, la réduction des coûts dans la fonction publique, qui tourne au chaos technique et à la gabegie. Vendredi, le secrétaire général de Bercy, Laurent de Jekhowsky, a annoncé aux syndicats du ministère la « suspension », pour ne pas dire l'abandon, du projet d'opérateur national de paie (ONP). Depuis plusieurs mois, le doute grandissait sur ce programme lancé en 2007, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la brutale cure d'amaigrissement imposée par Sarkozy à la fonction publique. Retards, dysfonctionnements, surcoûts ont finalement conduit le gouvernement à lui faire suivre le même chemin

que son petit frère, Louvois, du ministère de la Défense (lire ci-contre). Direction les oubliettes!

Au départ, l'idée est simple, du moins aux yeux de décideurs obsédés par l'objectif de réduction du nombre de fonctionnaires. Avec l'ONP, on se donne dix ans pour inventer et mettre en place, d'ici à 2017, un progiciel permettant de centraliser la paie des 2,5 millions de fonctionnaires d'État. Le chantier est d'une complexité immense, en réalité, puisque les agents relèvent de 1 850 régimes de primes différents, liés à l'histoire, aux spécificités de chaque métier et aux luttes sociales. Jusqu'alors, le calcul de la paie était effectué par chaque ministère, voire par chaque direction à l'intérieur des plus gros ministères, dans des services proches du terrain. En vue de l'ONP, chaque ministère

doit créer son propre système centralisé de paie (SIRH, pour système d'information des ressources humaines), avant de le rattacher à terme au progiciel central, baptisé SI Paye.

UN PROJET SOUS-TRAITÉ AUX PRESTATAIRES PRIVÉS

Cette modernisation est censée éviter les risques de défaillance liés à des applications informatiques vieilles parfois de 40 ans. Mais, surtout, l'objectif affiché est de supprimer 3 800 emplois sur les 10 000 agents affectés à la paie. Le coût prévu est de 170 millions d'euros et l'ONP est censé permettre une économie de 190 millions par an. La centralisation est aussi politique, porteuse de possibilités de pilotage, de contrôle de la masse salariale des fonction-

naires. En 2007, l'ONP est créé sous forme d'un « service à compétence nationale » rattaché à Bercy et au ministère de la Fonction publique. Basé dans le 13^e arrondissement de Paris, il emploiera seulement 200 agents de la fonction publique, contre 300 salariés de sociétés privées d'informatique. La construction du logiciel est en effet confiée, début 2010, au consortium Accenture-Logica-HR Access, qui empoche 88 millions d'euros au terme de plusieurs mois de bataille acharnée contre son adversaire, IBM-Steria-SAP, qui tentera même un recours en justice, en vain. Par la suite, d'autres lots seront attribués à Steria, Capgemini, Micropole, BearingPoint, Bull, selon la CGT.

« Ce projet était un défi énorme techniquement, à la limite des capacités théoriques de l'informatique d'aujourd'hui. Et on l'a confié à des sous-traitants privés qui se mènent la guerre au niveau mondial, à qui on demande de marcher la main dans la main, déplore Jacques Cormier, de la CGT finances. Quel intérêt commun pouvaient-ils avoir? Sans compter que, par définition, ils n'intègrent pas du tout la logique de mission de service public, d'intérêt général, de long terme. Ils ne sont que sur la rentabilité et la réduction des coûts. » Début 2012, les premiers échos de dysfonctionnements commencent à filtrer. Le plan ONP accuse un retard de 15 mois, qui entraîne une rallonge de 9 millions d'euros au profit des prestataires privés.

Après la présidentielle, la nouvelle majorité, loin d'abandonner le projet informatique, en fait un axe central de sa politique de modernisation de l'action publique (MAP), qui succède à la RGPP. À l'automne 2012, la députée PS Karine Berger, dans son rapport pour la loi de finances 2013, constate

Les leçons d'un échec

Pour les syndicats, le fiasco de l'ONP doit conduire à réinternaliser les projets informatiques. Tout ne peut pas être sous-traité au privé.

Un « nouveau gâchis humain, financier et intellectuel » pour Solidaires, un « mépris total des personnels » et une « gabegie financière sans nom » pour la CGT, le « super fiasco » d'un « super logiciel » pour FO. L'annonce de l'enterrement du projet d'opérateur national de paie (ONP) suscite une vive réaction des syndicats de Bercy, qui dénonçaient depuis longtemps, voire depuis le début, la nature et la conduite du programme informatique. « Nous étions très critiques depuis le début, car on estime qu'on ne peut pas s'occuper des ressources humaines à des kilomètres des agents, explique Patricia Tejas, de la fédération CGT des finances. Derrière l'ONP, il y a la volonté de faire de la gestion de masse, de gagner en efficacité mais pas pour

les agents, seulement pour économiser des mètres carrés, des emplois, des bâtiments, on en est là! » Autre aspect très critiqué évidemment, le recours à des prestataires privés. « Nos décideurs se sont jetés dans ce projet à l'aveugle, et ils ont fait appel à des prestataires qui ne connaissent pas la réalité des services, déplore la cégétiste. Ces sociétés ont piloté le projet en mettant en concurrence les agents publics et les salariés des prestataires privés, le management était très agressif, au point qu'un agent s'est suicidé en novembre dernier. Pour nous, il faut réinternaliser ces projets. » De même, Solidaires finances estime que « l'échec de ce système intégré de gestion de la paie ne peut être imputé aux équipes et aux agents, mais plutôt au transfert de pilotage du projet aux prestataires pri-

vés ». Et déplore qu'en cours de route, l'administration ait « systématiquement minimisé ou nié les problèmes », pour « au contraire exercer des pressions sur les agents pour faire marcher ce qui ne pouvait pas marcher », avec des « conséquences organisationnelles et humaines parfois gravissimes ».

Dans l'immédiat, se pose la question du sort des 200 agents, dont cent contractuels, qui travaillaient sur l'ONP. « Ils ne doivent pas se retrouver sur le carreau, lance Patricia Tejas. Bercy nous dit que l'ONP va devenir autre chose, nous disons "chiche", utilisons ces compétences internes pour retravailler une amélioration des systèmes de paie mais dans une vision des ressources humaines à dimension humaine. Non aux systèmes pieuvres! »

F. D.



ARTICLE DES ECHOS DU 6 MARS

L'Etat abandonne le projet de superlogiciel de paie des fonctionnaires

Après les déboires de Louvois, le logiciel de paie du ministère de la Défense, et de Chorus, le système de comptabilité publique, c'est maintenant l'opérateur national de paie (ONP) qui se trouve dans le collimateur de Bercy. Le ministère a annoncé il y a quelques jours aux personnels l'arrêt de ce projet de superlogiciel de paie des fonctionnaires, a indiqué Force ouvrière dans un tract révélé par lexpress.fr.

Dossier phare du début du quinquennat Sarkozy, la mise en place de ce qui devait être le nouveau système de paie pour plus de 2,5 millions d'agents de l'Etat se sera traduit pour les finances publiques par la perte de « centaines de millions d'euros », selon FO. Avec un coût chiffré à l'époque à 100 à 150 millions d'euros par les professionnels de l'informatique, le logiciel devait remplacer des systèmes datant des années 1970. Ce gigantesque chantier devait s'étaler jusqu'en 2017 et permettre la suppression de 3.000 postes dédiés à la paie dans les ministères et de 800 au Trésor public. L'objectif était alors d'éviter le fractionnement de ces fonctions entre les ministères, les services de ressources humaines et les 31 services liaisons-rémunérations (SRL) du Trésor public.

Indus et trop-perçus

Mais le chantier a, au fil des années, accumulé retards et difficultés. Selon la CGT, plus de 500 personnes sont toujours mobilisées à temps plein sur le dossier, dont une partie dans des entreprises privées. L'exécutif a donc décidé d'arrêter les frais, renonçant par la même occasion aux économies attendues. Il y a quelques semaines, il abandonnait déjà le logiciel Louvois, dédié à la paie des militaires. Lancé en 1996, celui-ci avait aussi accumulé les anomalies : soldes versées en double un mois, pas versées le suivant, retards très importants dans le versement des indemnités d'opérations extérieures... La crise a atteint son pic en juillet 2012 avec 11.000 salaires à zéro et un total de 130 millions d'euros d'indus ou de trop-perçus sur l'année, selon un rapport parlementaire. Quant au système de comptabilité publique Chorus, toujours utilisé, il a coûté au total 1 milliard d'euros, soit deux fois plus que prévu.

E. C., Les Echos

Article de l'expansion

Le gouvernement enterre le super logiciel de paye des fonctionnaires

L'Opérateur National de Paye devait gérer la paye de 2,5 millions d'agents de l'Etat dès 2017. Mais le gouvernement vient de décider l'abandon du projet, plombé par des retards et une facture incontrôlable.

Après presque sept ans de travail sur ce chantier, le gouvernement a décidé d'annuler la conception de l'Opérateur National de Paye qui était censé gérer la paye de 2,5 millions de fonctionnaires dès 2017.

Le couperet est tombé. Après avoir investi des centaines de millions d'euros depuis 2007, l'Etat a décidé d'arrêter purement et simplement le projet Opérateur National de Paye (ONP). Le cabinet du ministère du Budget l'a annoncé mardi aux 500 personnes mobilisées à temps plein sur le dossier, rapporte [le syndicat FO Finances Publiques](#), qui dénonce une "gabegie phénoménale". Plusieurs employés de l'ONP ont confirmé l'information à L'Express.

L'ONP devait gérer les fiches de paye de 2,5 millions d'agents de l'Etat à partir de 2017. L'essentiel de ses objectifs va être abandonné: il n'y aura pas d'"Opérateur National de Paye" commun à tous les ministères. Chacun conservera son propre système informatique de gestion des ressources humaines et seuls quelques travaux de "modernisation" de la chaîne de paye seront poursuivis.

Contactés par L'Express ce vendredi, l'ONP ainsi que les ministères du Budget et de l'Economie n'ont pas donné suite à nos questions.

Un héritage des années Sarkozy

La création du "super calculateur" ONP a été décidée en mai 2007 sous Nicolas Sarkozy. Objectif: réaliser 190 millions d'euros d'économies par an une fois le chantier bouclé, notamment en supprimant 3800 postes affectés à la gestion de la paye dans les différents ministères. Sauf qu'il s'est heurté à la dure réalité: retards, explosion des coûts au fil des ans... Mettre en oeuvre les opérations s'est avéré beaucoup plus difficile que prévu, [comme le racontait L'Express en décembre dernier](#).

Le gouvernement Ayrault a donc décidé de se débarrasser purement et simplement de cet héritage embarrassant, renonçant en même temps aux économies espérées. "L'ambiance à l'ONP est forcément morose mais la décision n'a pas été une surprise", commente un fonctionnaire impliqué dans le projet sous couvert d'anonymat.

Le précédent Louvois

L'exemple de Louvois, un autre logiciel de paye cette fois destiné aux seuls militaires et abandonné à l'automne 2013, a probablement pesé à l'heure du choix. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avait été contraint d'[enterrer ce système face à un "désastre"](#) (salaires non-versés, trop perçus, retards...).

L'échec de ces deux super-logiciels souligne l'ampleur de la tâche quand il s'agit de [moderniser l'action publique](#). Une ambition chère à Nicolas Sarkozy comme à François Hollande à l'heure de tailler dans les dépenses mais qui tient souvent du casse-tête chinois au moment de passer aux actes.

.....

En 2007, un projet de programme informatique de paie unique pour les fonctionnaires d'Etat est lancé. Sept ans et des centaines de millions d'euros plus tard, c'est un échec.

Un nouveau fiasco financier pour l'Etat © Maxppp

L'ONP, L'Opérateur Unique de Paie a été suspendu vendredi, par le ministère des Finances. " Abandonné" dit un délégué syndical de Bercy. Il faut dire qu'après 7 ans de chantier, le projet est loin d'être abouti.

C'est un projet lancé en 2007, dans le cadre de la Révision générale des Politiques Publiques... C'est raconté par L'humanité ce matin... En 2007 donc, le gvt entend alors mettre en place un système de paie unique pour tous les fonctionnaires d'Etat, 2 millions et demi de personnes. Le gvt se donne dix ans pour réussir et confie pour 88 millions d'euros ce chantier à un consortium privé. C'est un défi colossal : réussir à intégrer dans un même programme les 1850 régimes de primes différents qui coexistent dans la fonction publique. 500 personnes, 200 fonctionnaires et 300 salariés privés s'attellent à la tâche mais rien ne va... En 2012, les premiers échos de dysfonctionnement commencent à filtrer dit l'HUMA. Le plan prend du retard et il faut remettre de l'argent au pot. 9 millions. Quand cette même année, le pouvoir change de main, un rapport est rédigé par la députée socialiste Karine Berger, Rapport dans lequel elle déplore n'avoir obtenu aucune information ni sur le coût ni sur le calendrier du projet. Reprenant des chiffres déjà publiés, l'élue estime que ce chantier coûtera au bas mot plus de 600 millions d'euros au final. Le budget initial était de 170 millions. Un nouveau rapport est commandé l'été dernier. Il est resté confidentiel mais voilà que vendredi, le ministère des Finances qui pilote tout cela annonce la suspension du chantier. "Le projet de système central est abandonné" dit un délégué syndical. D'après la CGT, plus de 500 millions ont été dépensés.

Il avait été lancé en 2007, dans le cadre de la Révision générale des Politiques Publiques. Le gouvernement se donnait alors dix ans pour réussir et avait confié pour 88 millions d'euros ce chantier à un consortium privé. Le défi était colossal : réussir à intégrer dans un même programme les 1850 régimes de primes différents qui coexistent dans la fonction publique. 500 personnes, 200 fonctionnaires et 300 salariés privés sont chargés de s'atteler à la tâche mais rien ne va. En 2012, les premiers échos de dysfonctionnement commencent à filtrer raconte L'Humanité. Le plan prend du retard et il faut remettre de l'argent au pot. Neuf millions. Quand cette même année, le pouvoir change de mains, un rapport est rédigé par la députée socialiste Karine Berger. Rapport dans lequel elle déplore n'avoir obtenu aucune information ni sur le coût ni sur le calendrier du projet. Reprenant des chiffres déjà publiés, l'élue estime que ce chantier coûtera au bas mot plus de 600 millions d'euros au final. Le budget initial était de 170 millions. Un nouveau rapport est commandé l'été dernier. Il reste confidentiel mais vendredi donc le ministère des Finances qui pilote tout cela annonce la suspension du chantier. D'après la CGT, plus de 500 millions ont été dépensés.